

# JÉRUSALEM, ESCALADE DES VIOLENCES CONTRE LES PALESTINIENS, LA FRANCE ET L'UNION EUROPÉENNE DOIVENT AGIR !

COMMUNIQUÉ

PARIS, LE 12 MAI 2021

Ce qui est en train de se produire en Palestine et en Israël n'est que la conséquence d'une politique délibérée, celle du gouvernement israélien bien sûr mais aussi celle de la communauté internationale et, en particulier, celle des Etats-Unis de M. Trump.

Le mépris évident des droits du peuple palestinien, la volonté permanente de l'expulser de ses terres, l'interdiction de mener toute vie normale que ce soit à Gaza ou en Cisjordanie, ne peuvent conduire qu'à des violences toujours plus fortes, toujours plus insupportables dès lors qu'elles frappent des populations civiles dont la Ligue des droits de l'Homme (LDH) entend rappeler qu'elles ne doivent, en aucun cas et quelles qu'elles soient, être frappées par un usage démesuré de la force, être victimes d'assassinats extra judiciaires ou être transformées en cibles indiscriminées.

Face à cette tragédie qui ne peut qu'aller toujours plus loin, l'Union européenne est incapable de mettre en œuvre une politique commune et la France a adopté une attitude qui met sur le même pied l'occupant et l'occupé.

Le président de la République doit se rendre à l'évidence. En traitant le gouvernement de M. Netanyahu, fidèle allié des régimes autoritaires européens, comme un interlocuteur fiable, la France n'a en rien contribué à la recherche d'une solution et a contribué au traitement d'apartheid que subissent le peuple palestinien et les citoyens arabes d'Israël.

La LDH appelle le gouvernement français à changer de position et à reconnaître l'Etat de Palestine. Elle appelle la France, en tant que membre permanent du Conseil de sécurité, à faire appliquer toutes les résolutions utiles des Nations unies et à entreprendre les démarches nécessaires à l'envoi d'une force de paix dans la région.

Ligue  
des droits de  
l'Homme

FONDÉE EN 1898

